

***GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT
D'ELECTRICITE ET SERVICES ASSOCIES SUR LE PERIMETRE DU
DEPARTEMENT DE L' AISNE***

**COORDONNATEUR DU GROUPEMENT
USEDA**

MARCHE SUBSEQUENT N° 3 – LOT 2

Ref : 2022-02-2

Périmètre ENEDIS

**Points de livraison dont profils raccordés en BT et /ou dont
profils et courbes de charge raccordés en HTA**

**LETTRE DE CONSULTATION
(LC)**

Date limite de remise des offres de prix :

06.10.2022 à 13h00

SOMMAIRE

Article 1^{er} – Objet du marché subséquent	3
Article 2 – Contenu du dossier de consultation.....	3
Article 3 – Procédure de remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre pour l'attribution du marché subséquent n° 2.....	3
Article 4 – Présentation des offres.....	4
Article 5 – Critères de sélection des offres et pondération.....	4
Article 6 – Jugement des offres.....	5
Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent	5
Article 8 – Obligation de remise d'une offre	6
Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation	6
Article 10 – Renseignements complémentaires	6

Article 1^{er} – Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent est passé sur le fondement du lot n° 2 de l'accord-cadre notifié le 29 Août 2019 relatif à l'acheminement et fourniture d'électricité.

Les documents contractuels de l'accord-cadre s'appliquent intégralement au présent marché qui ne peut les modifier substantiellement.

Le présent marché subséquent est un marché de fourniture à prix unitaires ayant pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité pour les points de livraison listés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre « DQE ».

Article 2 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte :

- La présente lettre de la consultation ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent (précisant la durée du marché subséquent, la date de début de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des points de livraison du marché subséquent) et ses annexes parmi lesquelles figurent le Détail Quantitatif estimatif (DQE) et le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS).

L'acte d'engagement du marché subséquent et le CCS précisent également l'ensemble des informations concernant le marché subséquent qui n'ont pas été prévues dans l'accord-cadre, notamment la durée des marchés subséquents.

Article 3 – Présentation des offres

Les offres remises dans le cadre de la procédure de passation du marché subséquent engagent les titulaires de l'accord-cadre.

Les offres devant être déposées se composent de l'acte d'engagement dûment complété et signé. Les titulaires de l'accord-cadre renseignent :

- Le terme de quantité lié à la fourniture en € HT/MWh ;
- Le DQE dûment complété, daté et signé (annexe 2 à l'acte d'engagement) ;
- Le BPU qui sera dûment complété, daté et signé (annexe 3 à l'acte d'engagement).

Article 4 – Remise des offres

Les offres de prix (BPU et DQE) devront être remises par chacun des titulaires de l'accord-cadre avant le **06.10.2022 à 13h00**. Les offres de prix auront une durée de validité de **4 heures** à compter de cette date limite de réception et les titulaires de l'accord-cadre seront informés par le coordonnateur, au plus tard le même jour 4 heures après la date limite de remise des offres, de l'acceptation ou du rejet de leur offre.

Ces documents sont adressés au coordonnateur via la plateforme dématérialisée (<https://www.xmarches.fr/>) permettant de garantir de façon certaine la date de réception.

Article 5 – Critères de sélection des offres et pondération

Au stade du présent marché subséquent, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères suivants :

Le prix sera compté à hauteur de 70 % et la valeur technique sera comptée à hauteur de 30 %.

Valeur technique (notée sur 100 points)

L'offre sera notée, sur ce critère de la valeur technique, par reprise de la note technique globale (Ntg) attribuée au stade de l'accord cadre à hauteur de 30 %.

Prix (noté sur 100 points)

Prix des prestations (comptant pour 70% de la note globale)

Le montant de l'offre sera obtenu en multipliant les consommations prévisionnelles moyennes définies en annexe 2 de l'acte d'engagement du marché subséquent avec les prix unitaires du kWh indiqué en annexe 3 à l'acte d'engagement du marché subséquent.

La note financière sera obtenue par application de la formule suivante :

Note obtenue = (Nombre de points maximum = 70) X (Montant de l'offre la moins chère) / (Montant de l'offre notée).

Article 6 – Jugement des offres

Par principe, et en vertu de l'article L. 2152-1 du CCP, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont rejetées sans pouvoir être classées. A ce titre, l'offre doit être conforme à la lettre de consultation, au dossier de consultation et doit être faite sans réserve.

Cependant, et conformément à l'article R. 2152-2 du CCP, le coordonnateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En tout état de cause, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Par ailleurs, et dans les conditions prévues par les articles L. 2152-5 et R. 2125-3 à R. 2125-5 du CCP, les offres suspectées d'être anormalement basses font l'objet d'une demande de précision au soumissionnaire concerné et sont rejetées dans le cas où les éléments fournis par le soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ou encore lorsqu'il est établi que l'offre est anormalement basse parce qu'elle contrevient aux obligations en matière de droit de l'environnement, de droit social et de droit du travail.

Le coordonnateur procède au classement des offres au regard des critères et pondérations indiqués à l'article 5. Le coordonnateur attribue le marché subséquent à l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le classement des offres s'effectue par l'addition des notes pondérées. Les entreprises sont classées par ordre décroissant en fonction de cette note finale obtenue. En cas d'égalité, la valeur économique de l'offre est prépondérante.

Plus précisément, la procédure de mise en concurrence de ce marché subséquent faisant l'objet de deux phases successives, le coordonnateur procèdera à une première analyse des offres sur la base du critère de la valeur technique et arrêtera un premier classement sur la base des notes accordées sur ce critère avant d'engager la seconde phase dédiée à l'analyse du critère prix. Ainsi, à l'issue de cette seconde phase, le coordonnateur procèdera au classement définitif des offres sur la base des deux notes accordées aux offres lors de ces deux phases.

Le coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite pour un motif d'intérêt général sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires.

Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent

Les informations transmises dans l'annexe 1 (Bordereau de prix des termes fixes) de l'acte d'engagement de l'accord-cadre afférent doivent permettre à chaque titulaire de l'accord-cadre de mieux analyser le profil et le volume de consommation de chaque point de livraison permettant ainsi d'ajuster leurs offres.

Les consommations annuelles de référence n'engagent pas les membres du groupement en termes d'obligation de consommation.

Article 8 – Obligation de remise d’une offre

En vertu de l’article 4 du CCAP de l’accord-cadre, les titulaires de l’accord-cadre ont l’obligation de remettre une offre dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence du marché subséquent n° 2.

Les titulaires devront déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à la consultation visant à établir un marché subséquent.

Pour mémoire, l’article 2.1.6 du CCAP de l’accord-cadre stipule qu’en cas d’impossibilité de répondre, le titulaire concerné doit motiver par écrit son absence d’offre et apporter les preuves afférentes. Et l’absence de transmission d’une offre dans le cadre de la présente consultation est susceptible de conduire le coordonnateur du groupement de commandes à appliquer une pénalité de 1.000 euros sans mise en demeure préalable.

Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les titulaires de l’accord-cadre devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 10 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres, **une demande adressée via la plateforme dématérialisée** (<https://www.xmarches.fr/>)

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l’ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.